

Contre le négationnisme: L'Isère en première ligne

La FAAI (Fédération des Associations Arméniennes de l'Isère) a organisé, le 4 octobre 2002, dans la MCA de Grenoble et du Dauphiné, une soirée sur le thème : la lutte contre le négationnisme à l'encontre du Génocide Arménien.



Les parlementaires de l'Isère, signataires de la charte.

Photo: Sigest

La soirée a été co-animée par Daniel Marandjian, le président de la FAAI et Alexis Govciyan, président du CCAF Paris. Sur treize parlementaires invités étaient présents :

Gilbert Biesty (Député PC), Richard Cazenave (Député UMP),

Georges Colombier (Député UMP), Annie David (Sénatrice PC), Michel Destot (Député PS), Didier Migaud (Député PS), Alain MOYNE-BRESSAND (Député UMP), Bernard Saugey (Sénateur UMP).

Absents excusés : François Brottes, Jean Faure, Jacques Remiller, André Vallini, Louis Mermaz.

Après son discours de bienvenue M. Marandjian a passé la parole à M. Govciyan qui a exprimé les attentes des français d'origine arménienne pour combattre le négationnisme concernant le Génocide arménien mais aussi tous les autres génocides.



MM. Georges Colombier, Jean Sirapian, Richard Cazenave, Charles Paltobedrossian.

Photo : Sigest

Ensuite les parlementaires ont exprimé leur point de vue pour réfléchir sur un projet de loi pour lutter contre le négationnisme.

A l'issue de la soirée l'ensemble des parlementaires de l'Isère, sur proposition de la FAAI, ont souhaité adopter le texte suivant :

" La France, par une Loi en date du 29 janvier 2001, a publiquement reconnu le Génocide Arménien de 1915. Fidèle à l'esprit de cette Loi, et parce qu'il ne peut tolérer, par ailleurs, que soient commis ou tenus sur son territoire respectivement des actes ou propos négationnistes et révisionnistes, notre pays se doit de répondre aux légitimes préoccupations des Français d'origine arménienne et des très nombreux républicains et démocrates qui soutiennent leur cause.

Les Parlementaires de l'Isère, signataires de la présente motion, s'engagent ainsi à initier un débat au Parlement et faire voter dans les meilleurs délais, une Loi tendant à condamner tout acte et propos négationniste à l'encontre du Génocide Arménien "

Le Parti ADL-Ramgavar était présent à cette soirée avec la participation de Charles Paltobedrossian, vice président de l'ADL région Rhône Alpes et également membre de la FAAI. Jean Varoujan Sirapian, Président de l'ADL Ramgavar France s'était déplacé spécialement pour cette occasion pour offrir à chaque Parlementaire le livre d'Edmond Khayadjian, "Archag Tchobanian et le Mouvement Arménophile en France" pour remercier de leur attachement à la Cause Arménienne.

La soirée s'est terminée autour d'un verre d'amitié où les Parlementaires ont eu l'occasion de discuter avec les invités.

Rencontre

Ramgavar - Patrick Devedjian

Hagop Kassardjian, Député au Parlement du Liban et le Président du Bureau mondial du Parti Arménien Démocrate Libéral (Ramgavar) était en visite à Paris. Il a souhaité rencontrer Patrick Devedjian, le Ministre délégué aux Libertés locales. Les deux hommes se connaissent depuis une quinzaine d'années. Le Ministre, malgré un emploi de temps très chargé a tenu à le recevoir le 18 septembre 2002.



H. Kassardjian et P. Devedjian

Photo : Sigest

Lors de cet entretien différents sujets ont été examinés. Le Ministre a exprimé son désir de visiter la Syrie et le Liban dès que son emploi du temps le permettrait.

Jean Varoujan Sirapian, le Président de l'ADL Ramgavar France, accompagnait le Député Hagop Kassardjian. Il a abordé avec le Ministre les sujets concernant l'implication des Français d'origine arménienne dans la vie politique française, les relations entre l'ADL et le gouvernement ainsi que le rôle que peut jouer l'ADL pour avancer sur certains dossiers concernant la communauté.



J. Sirapian et P. Devedjian

Photo : Sigest

A l'occasion du

10^{ème} anniversaire du Club Gochgarian (ADL Ramgavar-Azadagan - Section Marseille)

**Le Club Gochgarian organise le 24 novembre
une journée de rencontre au
Centre Culturel de l'UGAB
327 Bld. Michelet, 13009 Marseille**

Invités d'honneur :

Jean-Claude Gaudin Sénateur-Maire de Marseille
Jean-François Mattei, Ministre de la Santé
Renaud Muselier, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères
Roland Blum, Bernard Deflesselles, Bruno Gilles,
Maryse Joissains, Richard Mallié, Jean Roatta,
Guy Teissier, Dominique Tian (Députés)
Léon Kebabdjian,
Membre du Bureau Mondial de l'ADL Ramgavar
Jean Varoujan Sirapian,
Président de l'ADL Ramgavar - France
et
Madame Anna Gochgarian
La marraine du Club Gochgarian (ADL Marseille)

Programme :

16h00 Portes ouvertes, présentation et ventes de livres
17h00 Accueil des invités d'honneur
18h00 Discours des personnalités,
Pause musicale
19H30 Gâteau d'anniversaire et verre d'amitié.



La Lettre de l'ADL

Organisation Arménienne Démocrate Libérale

ՀԱՄԿԱԿԱՐ ԱԶԱՏԱԿԱՆ

Lettre bimestrielle

Septembre-Octobre 2002, N° 24, 3 Euro

La troïka

Turquie- Israël -USA

Harut Sassounian, dans deux articles publiés par le "Armenian Mirror Spectator", a attiré l'attention de ses lecteurs sur les rapports publiés par Jason Vest dans "The Nation".

Selon Jason Vest certains officiels hauts placés, affiliés à des "Think tanks" travaillant à Washington, malgré leur prétendu patriotisme, sont motivés par des objectifs sans relation avec les intérêts américains.

L'auteur mentionne notamment deux groupes : " Jewish Institute for National Security Affairs " (JINSA) et le " Center for Security Policy " (CSP).

Dans une série d'articles, publiés dans "The Nation", Vest dévoile d'une façon appliquée que ces individus et groupes, mis à part leurs desseins anti-américains, poussent en avant d'une façon agressive leurs plans pro-turc et anti-arménien.

Vest note que dans un rapport daté de 1996, Richard Perle et Douglas Faith (respectivement responsable de la Défense Policy Board et Sous-secrétaire de Defense for Policy) ont poussé les dirigeants Israéliens " à coopérer étroitement " avec la Turquie.

Selon Vest, JINSA et CSP étaient non seulement des "prescripteurs fervents" de l'aide militaire constante à la Turquie mais Perle et Faith en tant que conseillers de JINSA/CSP ont aussi passé ces quinze dernières années dans les sphères gouvernementales et privées à travailler discrètement à garder ouverte la vanne de l'aide militaire à la Turquie et à rapprocher la Turquie et Israël ainsi que leurs lobbys américains respectifs.

Vest rapporte que les Turcs, en comprenant la relation très étroite entre les USA et Israël, " commencent à apprécier à sa juste valeur le rapprochement des relations Turco-Américaines avec Israël. Aussi ils perçoivent l'utilité d'une alliance avec le lobby Juif américain pour contrer celui des Grecs et des Arméniens. "

Vest compare la position pro-Turc de Perle à celle de son mentor, Albert Wohlstetter, qui lui-même était un haut responsable de CPD et un consultant de la firme RAND.

"Dans des études rédigées pour le Pentagone, Wohlstetter, pendant des années, a été un sérieux soutien pour la Turquie. Quand Richard Perle, son disciple, a obtenu son poste au Pentagon sous la présidence Reagan, il a commencé à implanter la vision de Wohlstetter en organisant des réunions régulières à Ankara et

suite page 2

La Géorgie et l'Irak, deux Etats dans le Grand Jeu

L'attaque terroriste de Ben Laden contre l'Amérique a modifié le Grand Jeu. Du Caucase à la Mésopotamie, de la Caspienne au Golfe Persique, l'arrivée des soldats américains a bouleversé le jeu d'influences dans une région où les enjeux pétroliers servent de cause à la guerre. Si George W. Bush et Vladimir Poutine sont globalement d'accord sur le diagnostic et les remèdes nécessaires pour stabiliser la région, Jacques Chirac est d'un avis différent.

Fin avril 2002, les États-Unis ont dépêché plus de 200 membres des forces spéciales en Géorgie afin d'entraîner les troupes de Tbilissi dans la lutte contre le terrorisme. En ouvrant ce nouveau front dans sa guerre contre le terrorisme, dans le prolongement des opérations menées en Afghanistan et aux Philippines, les Américains veulent nous dire qu'ils sont convaincus de la présence en Géorgie de terroristes liés au réseau Al Qaïda. En réalité, Washington se sert de la Géorgie pour amener les Russes à transiger sur le pétrole irakien.

La Géorgie : une monnaie d'échange.

La Géorgie, futur pays de transit du pétrole caspien et candidat à l'entrée dans l'OTAN, est considérée comme un allié des États-Unis. Même si ses forces armées, conseillers par les forces spéciales américaines, ont désormais les moyens de faire cesser toutes activités terroristes dans la région, la Géorgie manifeste si peu d'enthousiasme à s'engager dans les Gorges de Pankissi que la Russie et l'Arménie en sont préoccupés. La lutte contre le terrorisme a pris l'allure d'une lutte d'influence entre Washington et Moscou. En clair, les Américains agitent le chiffon vert du terrorisme islamique pour consolider le pouvoir du président Chévarnadzé et les Russes reprennent l'argument pour presser la Géorgie de céder sur les questions pétrolières et militaires. Au bout de cette lutte, il y a bien sûr le sort réservé aux bases russes implantées dans ce pays.

La politique étrangère géorgienne

grève considérablement le développement des relations économiques entre l'Arménie et la Russie. La sécurité et la prospérité des Arméniens de toute la région dépendent en partie de leur participation à l'oléoduc devant relier Bakou à Ceyhan. (cf. La Lettre de l'ADL n° 23). Plusieurs membres du Congrès américain pressent d'ailleurs l'administration Bush à aller dans ce sens. Mais aujourd'hui, Moscou s'inquiète de plus en plus de ce que le Kremlin perçoit comme un expansionnisme américain dans son " proche étranger " et déplore l'influence grandissante des États-Unis aux marches méridionales de la Russie. De l'Asie centrale à la Moldavie, en passant par l'Azerbaïdjan et la Géorgie, la Russie est contrainte de reculer peu à peu. La manœuvre américaine est habile. Elle est destinée à convaincre Moscou de transiger sur l'Irak en échange d'un retrait partiel des troupes américaines de ses marches méridionales.

L'Irak : premier objectif des États-Unis

Le pétrole est indispensable à la superpuissance américaine. Les gisements de la Mésopotamie sont considérés comme le bien des États-Unis et il faut donc renverser Saddam Hussein pour le remplacer par un autre dictateur plus compréhensif. Les risques de la politique américaine sont incommensurables. Pour l'ancien ministre américain de la Justice, Ramsey Clark, " ... les États-Unis sont le plus grand vecteur de violence dans le monde. [...] Les dépenses militaires des USA excèdent celles des neuf plus importants budgets militaires suivants réunis. [...] La guerre américaine contre le terrorisme est une proclamation du droit des États-Unis d'attaquer le premier n'importe qui, n'importe où, sur simple soupçon, ou sans excuse, unilatéralement. "

Fort de sa position hégémonique, George W Bush propose à Vladimir Poutine de transiger sur l'Irak. Il revient maintenant à Moscou d'accepter ou de refuser la transaction. Si Vladimir Poutine saisit l'opportunité, il devra fermer les yeux quand George W. Bush s'attaquera à l'Irak, laissant aux Américains l'initiative

suite p.2

Le terrorisme de l'Etat Turc

L'Association des Droits de l'Homme en Turquie (IHD) a publié récemment un rapport concernant les violations des droits de l'homme en Turquie pour l'année 2001.

Violations des droits de vie et de sécurité des personnes

- Nombre des meurtres par des assaillants non identifiés : 160

Dernière minute : les élections du 3 novembre en Turquie ont confirmé la victoire du parti musulman AK. Cela changera la donne vis-à-vis de l'Union Européenne. Vous trouverez bientôt une analyse sur le site Internet de l'ADL et aussi dans notre prochain numéro.

suite page 3

Editorial... suite page 1 en finalisant, en 1986, l'accord de Coopération Economique et Militaire pour cinq ans. Ainsi, la Turquie est devenue le troisième pays à recevoir l'aide des USA après Israël et l'Égypte. La Turquie a aussi obtenu un moratoire sur sa dette à l'égard des États-Unis.

Vest écrit : " Perle a quitté le gouvernement en 1987. Mais en 1989 plusieurs journaux turcs ont rapporté que Perle avait commencé, discrètement, un lobbying à Washington en faveur de la Turquie. " The Wall Street Journal " a confirmé dans un article où il était rapporté que : " Perle avait vendu l'idée d'une campagne de lobbying à Turgut Özal, le Premier ministre turc de l'époque. " "

Vest rapporte que selon les registres du Foreign Agent Registration Act, le gouvernement turc a payé à la firme de Perle, IAI, une somme globale de 231000 \$ entre 1990 et 1994.

Perle et Faith ont embauché, pour leurs efforts de lobbying, Michael Mobbs – actuellement un consultant du Pentagone – et Morris Amitay – l'ancien directeur de

"American Israel Public Affairs Committee " (AIPAC) et actuellement à la tête de PAC, un groupement pro-Israël à Washington.

Vest divulgue que IAI a réussi à contre-carrer les efforts du Congrès américain qui voulait ramener l'aide militaire accordée à la Turquie à un niveau inférieur à celle accordée à la Grèce. De plus pour renforcer les relations militaires entre la Turquie et les USA, IAI, a aussi pris part à une alliance Turco-Israélienne pour repousser une résolution du Sénat qui devait être votée pour marquer le 75ème anniversaire du Génocide arménien.

Wolf Blitzer, qui à l'époque était le correspondant du Jerusalem Post à Washington, avait écrit que : " adroitement les diplomates Israéliens et certains activistes Juif américains s'étaient mis d'accord pour aider la Turquie malgré les réticences d'autres dirigeants Juifs qui ne voulaient pas être impliqués dans un domaine si sensible. "

Vest conclue son enquête en rappelant que Perle et ses semblables sont toujours

engagés à courtiser et à s'exprimer en faveur de la Turquie.

Actuellement ils proposent un accord de libre-échange économique entre la Turquie et les États-Unis qui permettrait aux producteurs turcs de textile d'exporter leurs productions vers les USA, hors taxes, via Israël, même si cet accord mettrait au chômage des milliers de travailleurs américains !

Encouragés par des faucons comme Perle, la Turquie est en train d'exercer un chantage aux USA : fermer les yeux sur l'invasion de l'Irak par les États-Unis, contre l'effacement de sa dette de cinq milliard de dollars et la livraison gratuite d'un système de défense " Patriot ".

Aussi longtemps que des individus comme Perle, Wolfowitz, Faith et d'autres, affiliés à JINSA et CSP, occuperont des positions stratégiques à Washington, il y a peu de chance que le gouvernement des États-Unis soit capable d'avoir un point de vue équitable dans sa politique étrangère, y compris dans celle qui concerne la Turquie, l'Israël et l'Arménie. ■

Géorgie suite p1

d'une aggravation du "désordre mondial". Cela lui permettra en contrepartie d'envisager une action militaire en Géorgie et de tenter de gagner le temps nécessaire pour empêcher tout risque d'attaque américaine contre l'Iran. Dans un contexte géopolitique extrêmement tendu, les États-Unis rappelle d'ailleurs à chaque occasion que l'Iran aussi se trouve dans leur ligne de mire. Téhéran répond néanmoins à Washington que le pays est militairement prêt à riposter à toute intervention ou frappe américaine contre ses intérêts. Et lorsque que les États-Unis souhaitent que Moscou mette fin à sa coopération dans le domaine nucléaire avec Téhéran, la Russie

fait savoir qu'elle poursuivra sa coopération énergétique avec l'Iran.

Et la France, dans tout cela ?

Elle s'accommode mal du mariage de la carpe et du lapin. Dans la mesure où ses intérêts ne sont pas pris en compte, la position de la France diffère sensiblement de celle des Américains. Paris situe l'affaire irakienne dans le contexte plus large du "désordre mondial", face auquel le Président Jacques Chirac veut affirmer le rôle de l'ONU et éviter toute action unilatérale qu'il s'agisse des États-Unis (Irak), de la Russie (Géorgie), de la Chine (Taiwan) ou de toute autre puissance. Paris rappelle donc à tous que l'engagement de la France consiste exclusivement à lutter contre le terrorisme et à prendre en compte les dangers de la prolifération des armes de destruction massive.

L'attaque contre l'Irak semble donc joué d'avance. Sauf que la France aussi cache quelques arrière-pensées, à commencer par le rétablissement de son influence dans le monde. Lors du IXe sommet de la Francophonie, la lutte antiterroriste et les conflits régionaux ont largement dominé les débats. Jacques Chirac a estimé que "...dans le monde moderne, le recours à la force ne saurait être qu'un ultime et exceptionnel recours. Il ne saurait être admis qu'en cas de légitime défense ou de décision des instances internationales compétentes. Qu'il s'agisse de faire respecter ses obligations par l'Irak, de relancer le processus de paix israélo-palestinien ou de régler les conflits en Afrique, la même logique du droit doit nous inspirer, car elle seule nous garantira durablement contre les tentations aventuristes".

Les Arméniens, un peuple qui existe bel et bien dans la région.

Pour l'heure, si les Arméniens de Géorgie sont épargnés, le fait que Moscou s'appuiera notamment sur eux pour rétablir, face à la Turquie, son ancienne frontière méridionale, prouve que le peuple arménien est toujours en première ligne

dans la région. Les provocations des terroristes géorgiens, turcs...et tchéchènes, qui investissent maintenant le Djavakhk constituent de réelles menaces. Ces derniers ne tarderont pas à reprendre leurs attaques terroristes contre les forces armées russes et contre les voies de communication qui relient l'Arménie au monde occidental ... et les forces armées arméniennes, qui sont militairement liées à la Russie, seront invitées par Moscou à intervenir à leur tour en Géorgie. La récente prise d'otage dans un théâtre de Moscou démontre à quel point les Russes et les Arméniens sont ensemble, et en première ligne, pour faire face au terrorisme islamique et touranien qui ruine leurs économies respectives.

Il ne s'agit pas ici de prédire ce que sera le futur mais tout simplement de rendre compte du fait que les conditions et les modalités d'une intervention en Géorgie des forces armées arméniennes aux cotés de l'armée russe sont réunies - le feu vert sera donné dès que les premiers soldats américains auront foulé du pied le sol irakien. Alors, si la Russie, elle, a pris conscience de l'existence du peuple arménien et en a fait son allié stratégique dans la région, nous autres, en France, nous devons être capable d'admettre que nous ne sommes pas tous morts ; que si le Grand Désastre (1894-1923) a bien été une réalité incontournable, l'extermination totale du peuple arménien a - en partie - échoué. Nous devons accepter que nous existons toujours en dépit de mille ans de tentative de destruction de notre peuple par les Turcs et, par conséquent, nous devons nous construire l'avenir que nous méritons. Rappelons-nous enfin que, parce que nous sommes présents sur toute la planète, nous pouvons offrir à la France une aide importante pour rétablir son influence dans le monde. Une France plus forte sur le plan international sera plus utile à la Cause arménienne.

Vrej Armen

Directeur de publication:

Jean V. Sirapian

Rédacteur en chef:

Jean V. Gurégghian

Rédaction :

Vrej Armen

Hosrof Baronian,

Razmig,

Rousane Gurégghian

Nazaret Topalian

Périodique d'information éditée par
ADL-Ramgavar

Impression : Nodgraph (94-Maisons Alfort)
commission paritaire n° 0905P11375

Adresse de correspondance :

La Lettre de l'ADL - 29 rue E. Dolet

94140 Alfortville - France

Tél/Fax: 01 43 75 42 85

email: adl.asso@hayway.org

site web: http://adl.hayway.org

Abonnement annuel (6 numéros) :

16 Euro. Soutien 30 Euro et +

Publicité : 6 euro /colonne/cm

© 2002 La Lettre de l'ADL

COMMENT GAGNER CETTE GUERRE ?

Le danger est grand car nombreux sont les fondamentalistes qui, installés au cœur de l'Europe, haïssent notre civilisation mais profitent de notre générosité.

Il faut féliciter Madame Arlette Chabot qui a organisé, le 9 septembre dernier, à la télévision (France2) un débat sur ce sujet où étaient présent des ministres, un député, un juge antiterroriste, un agent des renseignements généraux, un ancien membre de la CIA, et quelques autres personnalités. Dans les jours précédents, nous avons vu à la télévision des images qui montraient en Angleterre des islamistes barbus criant " mort aux chrétiens " devant des policiers britanniques indifférents. Devant cet épouvantable spectacle, nous étions tous profondément choqué.

Le Point de vue de RAZMIG

Depuis plusieurs décennies, des intellectuels européens, prétendument progressistes, ont patiemment tissé la toile dans laquelle toutes les nations européennes sont aujourd'hui emprêtrées. La famille a été démantelée, la natalité réduite, le droit d'asile détourné, etc.. Bref, ces intellectuels de mauvaise foi ont créé les conditions favorables pour que tous ceux qui frappent à la porte des pays européens puissent entrer librement ; et de préférence ceux dont la fécondité est galopante. Conscient que les choses avaient déjà dérapé un conseiller bavarois déclara à la veille des dernières législatives allemandes : " On ne peut pas accueillir des immigrés qui n'ont pas la même culture que la notre. " (Le Figaro)

L'occident dans ses relations avec le monde musulman, a toujours privilégié ses intérêts mercantiles et a préféré les fanatiques aux libéraux ou aux progressistes. Certains peuples musulmans : Kurde, Palestinien, Kabyle, Sahraoui n'ont pas encore d'Etats. Or il s'agit là de peuples musulmans libéraux ou progressistes et nous devrions logiquement les préférer aux autres. La Syrie aussi mériterait plus d'attention de notre part. Elle a donné refuge aux chrétiens sémitiques et aux Arméniens ; elle a ramené la paix au Liban. Antioche et le Golan, des territoires syriens, ont été respectivement confisqués par la Turquie en 1937 et par Israël en 1967. Mais malgré tous ses sacrifices, elle reste malaimée de l'Occident.

L'Europe privilégie donc plutôt les nationalistes turcs et azéris ou les fondamentalistes saoudiens, soudanais ou pakistanais alors qu'en fait la défense de ses intérêts à moyen et long terme devraient pousser notre continent à soutenir les libéraux et les progressistes du monde musulman.

Depuis toujours, les fanatiques musulmans prétendent imposer un ordre moral et social international. Ils voient toujours les Chrétiens comme leurs grands rivaux car ceux-ci les dépassent largement en nombre et sont présents sur les cinq continents. Aujourd'hui, ils (les musulmans) sont là, plus fort que jamais, grâce à leurs conquêtes des terres chrétiennes, à l'islamisation forcée des populations, à l'exil forcé par des dispositions administratives contraignantes, aux conversions obtenues suite aux mariages mixtes, et lorsque tout ceci était insuffisant, en pratiquant le génocide, la solution finale qui fut appliquée au peuple d'Arménie occidentale. Mais les nations chrétiennes portent une grande part de responsabilité dans cette percée historique du fanatisme musulman. Parce que, durant tout le Moyen Age, Arméniens et Grecs se querellaient, les Turcs prirent possession des terres chrétiennes en moins de trois siècles (1071/1356) ;

parce que Orthodoxes et Catholiques se sont haïs après à la prise de Constantinople par les Croisés (1204), les Turcs s'imposèrent dans les Balkans pendant plus de cinq siècles (1356/1913), ils assiégèrent deux fois Vienne (1529 et 1683), une fois Malte (1565), et pillèrent les côtes italiennes.

A partir du 19e siècle, alors que le déclin de l'Empire ottoman était largement amorcé, chaque fois qu'une puissance européenne a voulu libérer les peuples chrétiens opprimés par les Turcs, une autre puissance chrétienne se dressa derrière les Turcs pour l'en empêcher. Ainsi : au Congrès de Berlin (1878), l'Angleterre empêcha la Russie d'occuper l'Arménie Occidentale ; face à la supériorité de la Grande Bretagne sur les routes maritimes, l'Allemagne Impériale prit en main les destins des Turcs et suggéra certaines idées (Panturquisme, Panislamisme) et une méthode (la Solution finale) pour conquérir l'Asie et l'Afrique en construisant des routes et des voies ferrées transcontinentales. Pour propager le communisme à travers les pays musulmans, la Russie soviétique ravitailla les armées de Mustapha Kemal (1919/1922), dont la victoire poussa les derniers survivants Chrétiens d'Arménie occidentale et d'Asie mineure à fuir. Le gouvernement du Front populaire (1937/1939), cherchant désespérément à persuader la Turquie de se joindre aux Alliés contre Hitler, promit Antioche à la Turquie et quelques mois avant la fin de la guerre, alors que les troupes allemandes reculaient sur tous les fronts, la France tint sa promesse. L'Angleterre d'après guerre encouragea la Turquie à se mêler des affaires de Chypre pour empêcher l'union de l'île avec la Grèce. L'Amérique elle-même encouragea les fanatiques turcs, pachtounes et saoudiens pour barrer l'accession de la Russie aux mers chaudes. Ce sont ces mêmes fanatiques, si choyés par l'Occident depuis des siècles, qui frappent aujourd'hui la Russie, l'Europe, et l'Amérique en plein cœur.

Face à cette situation insoutenable, l'Europe doit prendre de sérieuses résolutions pour ne pas laisser le destin de l'humanité entre les mains des puissants lobbies des compagnies pétrolières américaines. Bientôt, l'Europe sera une grande force politique, économique et militaire composée de 25 pays et de plus de 450 millions d'habitants. En coopérant avec la Russie – comme l'a souhaité le président Jacques Chirac lors de sa visite à Sotchi le 20 juillet dernier – nous devons défendre nos intérêts et soutenir et encourager les pays où musulmans et chrétiens participent ensemble à l'administration du bien être de tous : Liban, Syrie, Palestine, Jordanie, Sénégal, Kazakhstan, Egypte, etc. et, dans la mesure où les conditions géographiques le permettent, libérer les Chrétiens et leurs terres du joug des fanatiques et instaurer une frontière politique qui deviendrait en même temps un bouclier pour notre espace européen. Nous devrions notamment rétablir l'intégrité territoriale de l'Île de Chypre ; récupérer les îles Imbros et Ténédos pour les rendre à la Grèce ; récupérer les terres d'Arménie occidentale et assurer à la Grande Arménie un débouché sur la mer ; récupérer Antioche pour le rendre à la Syrie ; favoriser l'indépendance des Dinkas au sud du Soudan et des Moluques en Indonésie ; rattacher l'Irian Jaya à la Papouasie Nouvelle Guinée ; élargir la souveraineté du Timor Oriental sur toute l'île ; être vigilant envers les pièges tendus contre la structure multi confessionnelle de l'Inde.

Comme on le voit, il y a énormément de choses à faire et les bénéfiques à en tirer sont encore plus importants que la facture des ventes d'armes et des achats de pétrole.

**ABONNEZ-VOUS à La Lettre de l'ADL
AUJOURD'HUI !**

Rencontre entre Philippe DOUSTE-BLAZY, Jean SIRAPIAN et Nathalie BOUQUET

Juste après la création de l'UMP, Philippe DOUSTE-BLAZY a créé l'événement à Alfortville (Val de Marne) en venant participer à un "Café-Politique" pour soutenir la candidature de Nathalie BOUQUET. Les représentants de la communauté arménienne lui avaient offert une bouteille de CHIRAG et une magnifique clé en or très symbolique avait été remise à Nathalie par l'Association des Joailliers Arméniens.

Ministre de la santé (1993-95),
Ministre de la Culture (1995-97),
Député-Maire de Toulouse et
Secrétaire Général de l'UMP,
Philippe DOUSTE-BLAZY a sou-



Philippe Douste-Blazy entouré de Jean V. Sirapian et de Nathalie Bouquet, à l'Assemblée Nationale.

Photo : J.P. Doucet

haité revoir Jean SIRAPIAN qui avait participé à ce "Café-Politique". La rencontre a eu lieu à l'Assemblée Nationale mardi 29 octobre, en présence de Nathalie BOUQUET. Les actions qu'ils pourraient mener ensemble pour faire évoluer certains dossiers de la communauté ont été principalement évoquées. Philippe DOUSTE-BLAZY avait déjà été présent l'an dernier lorsque avec ses amis, ils avaient inscrit le texte visant à la reconnaissance du Génocide arménien dans la fenêtre de l'ordre du jour réservée à l'examen des propositions de loi à l'Assemblée Nationale. Il a promis de revenir à Alfortville, après le Congrès fondateur de l'UMP.

Congrès fondateur de l'UMP du 17 novembre 2002

PARIS LE BOURGET - Parc d'expositions (Autoroute A1 sortie 5, ou RER B)

Hall 2A-2B

de 8 h30 à 17h15

Merci de renvoyer votre bulletin avant le **12 novembre** accompagné d'un chèque de 10 euros libellé à l'ordre de : **UMP-Congrès**, pour le déjeuner.

Bulletin (à découper ou à copier) et chèque à renvoyer à :

Nathalie Bouquet - Avocat à la Cour- 16 rue Raymond Jaclard - 94140 Alfortville - Tél : 01 43 96 11 81

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Cp: _____ Ville : _____

Tél : _____ Email : _____ @ _____

Sera accompagné de : _____ et de _____

Terrorisme de l'Etat de Turc...suite de la page 1

- Executions, morts par torture sous détention: 55
- Personnes tuées dans les conflits armés: 92
- Attaques contre des civils: 30 tués, 87 blessés
- Allégation de disparition sous détention: 4
- Nombre de victimes et des cas de torture : 862
- Nombre de détenues: 44 181
- Nombre de personnes emprisonnées: 2 995
- Nombre de personnes blessées pendant des manifestations (causé par les interventions des forces de sécurité): 359
- Nombre des tués / blessés lors des attaques des forces de sécurité : 18 morts, 30 blessés
- Nombre de personnes menacées pour devenir des indics : 77
- Nombre des blessés résultant des attaques : 139
- Endroits bombardés / personnes blessées : 61 places, 19 blessés
- Villages évacués et/ou incendiés: 3

Prisons

- Nombre des blessures / viols résultant des attaques : 48
- Nombre des prisonniers privés de traitement médical : 300
- Décès dû à la grève de la faim: 44

Violations des droits des travailleurs

- Travailleurs licenciés pour des raisons politiques et économiques : 32 989
- Punitions administratives et mutations forcées : 4 191
- Nombre de travailleurs indûment poursuivis : 9 885
- Accident de travail : 84 morts / 55 blessés
- Violations contre la liberté de la pensée et des associations**
- Nombre d'associations, partis politiques, publications, centres culturels fermés : 146
- Raids contre les associations, partis politiques, publications, centres culturels : 216
- Publications confisquées et interdites: 341
- Activités interdites : 47
- Nombre des officiels et étudiants renvoyés à cause de leurs croyances : 134
- Nombre de personne pour qui des peines d'emprisonnement ont été requis : 3 473 personnes, 5 583 années et 2 mois.
- Nombre de personnes pour qui les sentences ont été exécutées : 97 personnes, 209 années et 2 mois, TL. 69 milliards et 770 millions
- Prisonniers de conscience: 101

Source : Info-Turk - Belgique

ENTRETIEN AVEC NATHALIE BOUQUET

Nathalie Bouquet est une jeune avocate d'origine arménienne qui s'est présentée à Alfortville, aux dernières élections législatives, contre le député-maire sortant, René Rouquet. Pendant notre entretien nous avons, entre autres, parlé du film "Ararat".

Propos recueillis par Rousane Guréghian

R.G.: Avocate, d'origine arménienne, peut être future députée, cela nous rappelle bien sûr quelqu'un, et pas moins que le Ministre délégué aux Libertés locales... l'avez-vous déjà rencontré ?

En 2000, le RPR avait engagé un mouvement de recherche de nouveaux talents. C'est à ce moment-là que j'ai rencontré plusieurs représentants du mouvement, en particulier Patrick Devedjian. Avec Jean Sirapian, ils ont tout fait pour freiner mon enthousiasme en expliquant à quel point le combat politique était difficile et éprouvant dans les villes de gauche du Val-de-Marne. J'ai pris depuis lors la mesure de la sagesse de leurs mises en garde mais j'ai puisé toutes mes forces dans la certitude que je pouvais faire évoluer les choses dans le bon sens.

R.G.: Alors, vous savez que Patrick Devedjian est un ardent défenseur de la Cause arménienne. Où en êtes-vous par rapport à cette cause ? Comment avez-vous accueilli le film "Ararat" consacré à ce sujet ? L'avez-vous vu ?

J'ai vu "Ararat" non pas une, mais deux fois. Le plus important avec ce film, c'est la vérité affirmée face au déni du Génocide des Arméniens. On saisi dans ce film les motifs et la préméditation des massacres, la violence et la cruauté insupportables des Turcs envers les Arméniens ; les femmes que l'on fait danser nues et que l'on brûle vivantes, les viols, les cris des enfants torturés. Il y a un message historique qui me paraît très fort. J'ai été bouleversée d'entendre les paroles prononcées par la metteur en scène Saroyan-Aznavor : " Ce qui est terrible c'est la haine qu'on peut avoir à l'égard d'un peuple, la haine amplifiée par le déni, par le refus de reconnaître. Comment peut-on haïr un peuple à ce point ? ". J'ai aimé entendre rappeler, au cœur du magnifique face à face entre le jeune arménien et l'acteur turc, la phrase prononcée par Hitler " Qui encore aujourd'hui se souvient du massacre des Arméniens ? " Quelle belle façon d'affirmer toute l'importance de la reconnaissance !

Le film d'Egoyan est d'une subtilité absolue. J'ai beaucoup apprécié l'ingéniosité technique qui consiste à faire un film sur le tournage d'un film sur le génocide et non un film sur le génocide. C'est une façon très moderne de dérouler l'histoire sans que ce soit mièvre. En même temps cela amplifie la force du message historique. J'ai trouvé également très original la manière dont les personnages extérieurs à l'Histoire, les témoins, se croisent et reviennent en toile de fond : le douanier, le fils du douanier qui est tout à la fois le compagnon de l'acteur turc qui joue dans le film et le gardien du musée où est exposée la toile d'Archile Gorky.

R.G. : Que pensez-vous des divers personnages du film ?

J'ai envie de parler des mères si présentes et si respectées dans la communauté arménienne. Dans le film, il y a deux mamans ; la maman du peintre qui est admirable, et qui sachant qu'ils allaient être séparés demande à son fils de préserver sa culture, sa foi et sa langue maternelle. La maman plus moderne, formidablement interprétée par Arsine Khandjian, refuse de discuter de la mort de son mari disparu tragiquement. C'est le thème du déni et celui de la vérité subjective cher à EGOYAN qui reviennent avec son personnage. A ce sujet, j'aimerais lui poser une seule question: A-t-il voulu faire dans le film un rapprochement entre le déni de la mère face à sa responsabilité dans la mort de son époux et le déni des Turcs face au génocide des Arméniens.

Pour parler encore d'Arsine épouse d'EGOYAN, je dois ajouter avoir toujours été émue par les couples qui conjuguent amour et création. C'est très beau et cela donne une puissante force artistique à l'œuvre. Pour conclure, je dirais qu' "Ararat" est une forme d'avant goût et un film extrêmement original pour faire connaître la vérité sur le génocide. Il faut maintenant que quelqu'un aille plus loin et réalise une " Liste de Schindler ", un récit presque documentaire de l'histoire.

R.G.: Quelles sont vos projets politiques pour les prochaines années ?

Beaucoup de villes de gauche ont basculé à droite, et c'est sans doute le sens de l'histoire. Actuellement, il n'y a plus que quatre députés socialistes dans le Val-de-Marne. Les députés UMP ont été élus avec des scores excellents. A Alfortville et Vitry, au-delà du score (43.75%), notre plus grand succès est d'avoir mobilisé un nombre considérable de personnes désormais convaincues que nous pouvons améliorer les conditions de vie, de propreté, de sécurité, de transport, de logement. Même dans les villes socialistes et communistes, la gauche ne fait plus rêver les plus démunis. L'exercice du pouvoir a entraîné trop de déceptions et surtout de détériorations des conditions de vie. Face à cet échec, la constitution d'un mouvement d'Union de la droite et du centre doit garantir, dans la durée, la volonté de changement affirmée massivement par nos électeurs. Au sein de l'UMP, je souhaiterais contribuer à l'ouverture vers la société civile. Il faut changer les pratiques et mettre en place un dialogue permanent et constructif demandé par les citoyens.

R.G.: Pourquoi avoir choisi Alfortville pour votre bataille politique ? Et qu'est-ce qui vous a emmené à la politique ?

J'ai des origines arméniennes, le nom de ma grand-mère est Yeramian. Elle a vécu et est décédée à Alfortville. Elle s'y était installée avec mon grand-père, après avoir quitté Marseille, où ils s'étaient installés après le Génocide. Le hasard a voulu que le représentant du RPR qui m'a proposé de mener cette campagne me donne rendez-vous au pied des HLM où mes parents habitaient au moment de ma naissance. J'ai considéré qu'il s'agissait d'un signe et qu'il fallait aller jusqu'au bout. Je suis désormais déterminée à mobiliser autour du seul mouvement qui me semble aujourd'hui capable de remettre notre pays dans la voie du progrès et de la modernisation ; l'UMP. Mon métier m'a habitué à faire bouger les choses dans le bon sens, pour les autres.

R.G.: Vous voulez dire votre métier d'avocat ?

Exactement. C'est un métier formidable et j'ai mené beaucoup de combats qui m'ont captivée. J'ai commencé à 23 ans, en pleine affaire " Greenpeace ", avec un grand avocat, Daniel Soulez-Larivière. Nous étions en charge de dossiers sensibles et passionnants. Nous nous sommes beaucoup battus et il m'a appris à conjuguer travail, stratégie et éthique. Il n'y a rien de plus gratifiant que d'arriver à changer ou corriger une situation en utilisant sa connaissance du Droit. C'est toute la force de la Justice. Cela dit, depuis toute petite, je me suis toujours dit qu'au-delà du métier d'avocat, je ferai un jour de la politique.

Suivez l'actualité sur le site Internet de l'ADL-Rangavar

<http://adl.hayway.org>

Vous étiez plus de 8 400 visiteurs en 8 mois. Merci.

SIGEST systèmes informatiques de gestion
l'informatique au service des entreprises

www.sigest.net

Tél : 01 43 96 05 99